



Gabriel Facal et Jérôme Samuel (dir.)

## L'Asie du Sud-Est 2023 : bilan, enjeux et perspectives

Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

---

### Brunei

#### Brunei 2022 : entre fin de crise et transitions sociétales

*Brunei - Between end of crisis and societal transitions*

Marie-Sybille de Vienne

---

DOI : 10.4000/books.irasec.6593

Éditeur : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine

Lieu d'édition : Bangkok

Année d'édition : 2023

Date de mise en ligne : 27 mars 2023

Collection : Asie du Sud-Est

EAN électronique : 9782355960741



<http://books.openedition.org>

#### Référence électronique

VIENNE, Marie-Sybille de. *Brunei : Brunei 2022 : entre fin de crise et transitions sociétales* In : *L'Asie du Sud-Est 2023 : bilan, enjeux et perspectives* [en ligne]. Bangkok : Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine, 2023 (généré le 29 mars 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/irasec/6593>>. ISBN : 9782355960741. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.irasec.6593>.

---

# Brunei

## Brunei 2022 : entre fin de crise et transitions sociétales

Marie-Sybille de Vienne

Depuis le début de la pandémie de covid-19, le Brunei a enregistré 261 440 cas<sup>1</sup>, soit 58 % de la population, avec ce correctif que, là comme ailleurs, certains l'ont eu plusieurs fois, ce qui n'est pas décompté. Devant le déclin du nombre de cas journaliers, le sultanat s'est progressivement réouvert aux étrangers. Les liaisons terrestres avec le Sarawak ont été rétablies le 8 juin. Le 15 septembre les contrôles des certificats de vaccination et les tests à l'entrée du sultanat ont été abolis ; enfin, le 1<sup>er</sup> décembre l'obligation de disposer d'une assurance couvrant les frais d'hospitalisation (évalués au minimum à 15 000 euros) en cas d'atteinte sévère de covid-19 a été supprimée, les masques restant – comme dans la plupart des pays de la région – de règle dans tous les lieux publics. Fin de partie, donc, sur le covid.

### Tour de vis et remaniement ministériel

Le 20 mai, le gouvernement s'est retrouvé sous l'orage : le ministère de l'Énergie et de l'Industrie, créé en mai 2018, auquel avait été confié deux mois plus tard la gestion des ressources humaines (i.e. d'un bureau du travail), était rétrogradé au rang de département de l'énergie et replacé sous contrôle direct du Premier ministre, à savoir S.M. Hassanal Bolkiah. Et si le vice-ministre de l'Énergie, *Dato Matsatejo bin Sokiaw*, était maintenu dans ses fonctions, le ministre de l'Énergie, le Dr Mat

---

<sup>1</sup> En date du 12 décembre 2022.

Suny bin Haji Mohd Hussein, était bel et bien limogé<sup>2</sup>. Ce dernier a d'autant plus mal pris son renvoi, que, comme il le faisait remarquer sur son site *Linked-in* quelques jours plus tard, plusieurs projets stratégiques avaient été achevés sous son mandat : la raffinerie de 175 000 barils/jours construite par Hengyi à Pulau Muara Besar, qui en sus de couvrir les besoins du Brunei, lui permet d'exporter désormais des produits raffinés ; l'usine d'engrais (Brunei Fertilizer Industries, BFI<sup>3</sup>), à ce jour la plus grande d'Asie du Sud-Est, située dans le parc industriel de Sungai Liang, qui produit de l'ammoniac (2 200 tonnes/jour) et de l'urée (1 365 000 millions de tonnes par an) et l'usine expérimentale d'hydrogénisation (autorisant un transport d'hydrogène sous forme liquide) créée par les Japonais<sup>4</sup> pour approvisionner l'usine de Kawasaki qui commercialise l'hydrogène sous forme de gaz.

Le tour de vis régaliens s'est poursuivi par un remaniement ministériel anticipé le 7 juin 2022, quand les ministres avaient été nommés pour une durée de cinq ans en janvier 2018<sup>5</sup>. Revenant sur le quinquennat en usage depuis la fin des années 1990, la durée du mandat ministériel a de surcroît été raccourcie à quatre ans. Ce dernier changement signale une volonté de mieux motiver et surtout contrôler les ministres dans un contexte de plus en plus mouvant, au plan international comme énergétique. Dans le même ordre d'idées, l'ancien ministre en second de la Défense, *Pehin Datu Laila Raja Major General Dato Paduka Seri Hj. Halbi Mohd Yussof* était nommé le 7 juin ministre au Cabinet du Premier ministre, le ministère de la Défense disposant désormais non plus d'un poste de ministre en second, mais de simple vice-ministre, confié au général de brigade *Dato Seri Pahlawan Hj. Abdul Razak Abd. Kadir*, ancien commandant en chef adjoint des forces armées brunéiennes<sup>6</sup>.

Cinq ministres ont toutefois conservé leur poste : le très respecté *Pehin Isa Ibrahim*, conseiller spécial de Sa Majesté et ministre au cabinet du Premier ministre ; *Dato Mohd Isham Jaafar*, ministre de la santé ; *Dato Seri Setia Amin Liew*, ministre

---

<sup>2</sup> « Ministry of Energy abolished », *Borneo Bulletin*, 21 mai 2022.

<sup>3</sup> Construite par la branche ingénierie de la multinationale allemande Thyssenkrupp.

<sup>4</sup> L'usine expérimentale a été mise en œuvre par l'AHEAD (Advanced Hydrogen Energy Chain Association for Technology Development) japonaise, créée en 2017, à laquelle participent Chiyoda, Mitsui, Mitsubishi et Nippon Yusen Kabushiki Kaisha.

<sup>5</sup> 2018 avait toutefois vu le départ précipité de deux ministres nommés fin 2015, *Dato Seri Setia Hj Mustappa Sirat* (Communications) et *Dato Seri Setia Hj Bahrain Abdullah* (Développement), cf. M-S de Vienne, « Brunei Darussalam, remaniements et visite d'État », In Christine Cabasset et Claire Thi-Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2019*, Bangkok, IRASEC, p. 163-181.

<sup>6</sup> Le commandant-en-chef étant S.M. Hassanal Bolkiah.

au Cabinet du premier ministre et ministre des finances et de l'économie en second ; *Dato Seri Setia* Erywan Yusof, ministre en second des Affaires étrangères<sup>7</sup> et *Pehin* Badaruddin Othman, ministre des Affaires religieuses.

Le maintien en poste des quatre premiers dignitaires énumérés ci-dessus n'est nullement une surprise au regard de leur positions stratégiques et de l'efficacité dont ils ont fait preuve dans leurs fonctions précédentes : les multiples dimensions de la pandémie ont été gérées conjointement par Amin Liew, docteur en finance (du prestigieux Imperial College de Londres)<sup>8</sup> et le cardiologue Isham Jaafar ; Erywan Yusof a piloté avec efficacité et doigté la présidence brunéienne de l'ASEAN sur fond de crise birmane, et *Pehin* Isa demeure le dernier représentant de la génération intermédiaire entre celle d'Hassanal Bolkiah et celle de son défunt père, à même de conseiller et de conforter le souverain. La longévité administrative de *Pehin* Badaruddin Othman<sup>9</sup> – au demeurant le cinquième dignitaire religieux du sultanat comme en témoigne son titre d'*Udana Khatib* – au poste de ministre des affaires religieuses, qu'il occupe depuis près de dix ans, après avoir été successivement vice-ministre des Affaires religieuses (2005-2010) puis ministre de l'Intérieur (2010-15), atteste en revanche du rôle essentiel et discret joué par les religieux issus du quartier de Burung Pingai<sup>10</sup> au sein des mouvances les plus conservatrices du sultanat, en charge de contrer par l'ostentation de l'orthopraxie religieuse toute velléité d'un islam radical à même de faire le lien avec le terrorisme islamique. Ce dernier est en effet considéré comme un risque majeur depuis la prise de Marawi (Sud Philippines)<sup>11</sup> par un groupe affilié à Daech (ISIS) et la sanglante reconquête de la ville entre mai et octobre 2017.

Comme à l'accoutumée, le ministère des Finances compte de surcroît deux vice-ministres : Hj. Khairuddin Abdul Hamid, le directeur du Brunei Investment Agency (BIA), le fonds souverain brunéien<sup>12</sup> et *Pengiran* Hj. Zety Zufina Sani.

---

<sup>7</sup> Le Sultan est à la fois Premier ministre, ministre de la Défense, ministre des Finances et ministre des Affaires étrangères.

<sup>8</sup> Voir sa biographie dans Marie-Sybille de Vienne, « Brunei 2016 : moins de recettes, plus de jeux », in Abigaël Pesses (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2016*, Bangkok-Paris, IRASEC-Les Indes Savantes, 2016, p. 158.

<sup>9</sup> Voir sa biographie dans Marie-Sybille de Vienne, « Brunei Darussalam : remaniements et visite d'État », in Christine Cabasset et Claire Thi Liên Tran (dir.), *L'Asie du Sud-Est 2019*, Bangkok, IRASEC, 2019, p. 179-180.

<sup>10</sup> Initialement situé à Kampung Air (« village sur l'eau »), le quartier a été déplacé sur la terre ferme à partir de 1956, dans le nouveau Kampung Burung Pingai de Berakas, sur la route menant à l'aéroport (Rozan Yunos, « The Origin of Burong Pingai », *The Daily Brunei Resources*, 12 décembre 2006).

<sup>11</sup> Ministry of Defence, *Defence White Paper 2021*, Bandar Seri Bawawan, juin 2021, p. 23 et 33.

<sup>12</sup> Le gouvernement compte ainsi six vice-ministres : deux au Cabinet du Premier ministre ; deux aux Finances ; un à la Défense ; et un aux Affaires religieuses.

Six autres ministres ont en revanche été remplacés. *Dato* Ali Apong a perdu le ministère des Ressources primaires et du Tourisme au profit de *Dato* Abdul Manaf Metussin, titulaire d'un master de sciences appliquées de l'Université de Bradford et d'un doctorat de gestion de la Canterbury Business School. Le ministère de l'Intérieur a été confié à l'ancien vice-ministre des Finances *Dato* Ahmaddin Abdul Rahman, lauréat du prestigieux Lee Kuan Yew Senior Fellowship in Public Service<sup>13</sup>. *Pengiran* Shamhary Mustapha, qui avait débuté sa carrière au ministère du Développement avant d'intégrer Brunei Shell (BSP) en 2004, puis avait été promu directeur exécutif de Brunei Gas Carriers<sup>14</sup> (BGC) en 2020, a été nommé aux Transports et à l'Info-communication, ce qui pourrait s'expliquer par la reconfiguration des exportations d'hydrocarbures – et en premier lieu du gaz naturel liquéfié – au niveau mondial suite à la guerre russo-ukrainienne. *Dato* Mohd Juanda Abdul Rashid, ancien *Solicitor General*<sup>15</sup>, a récupéré le Développement suite au limogeage de *Dato Seri Setia Ir Awang Haji* Suhaimi Gafar. Hj. Nazmi Mohammad, qui fut successivement *Permanent-Secretary (PermSec)*<sup>16</sup> aux Affaires étrangères et aux Finances, remplace le général *Dato* Aminuddin Ihsan Saiful Mulok à la Jeunesse et aux sports. Romaizah binti Haj Mohd Salleh (voir son portrait en fin d'article), enfin, devient la première brunéienne à accéder à un poste de ministre, en l'occurrence de l'Éducation : une réponse directe à la demande formulée par sa consœur Siti Rozaimeriyanty Abdul Rahman (al. Yanti Rahman, architecte de son état), membre du Legco, en mars 2021, qui déplorait l'absence de femme ministre<sup>17</sup>. Comme l'avait rappelé, non sans paradoxe, l'un des *titah*<sup>18</sup> du Sultan en 2018, la monarchie islamique brunéienne se veut « progressiste ».

---

<sup>13</sup> L'un des programmes pour responsables de haut niveau de la Lee Kuan Yew School of Public Policy, le pendant sud-est asiatique de la Kennedy School of Government de Harvard.

<sup>14</sup> Appartenant à hauteur de 80 % à l'État brunéien, à 10 % à Brunei Shell et à 10 % à une filiale de Mitsubishi.

<sup>15</sup> Dans les pays appliquant la *common law* de droit britannique et ayant un *attorney-general* comme le Brunei, le *solicitor-general* est le deuxième magistrat du pays. Mohd Juanda Abdul Rashid fut également directeur du bureau anti-corruption au début des années 2010.

<sup>16</sup> Chaque ministère compte au moins deux PermSec, voire plus si nécessaire, qui coiffent chacun un des départements du ministère.

<sup>17</sup> Ain Bandial, « More Women needed in Legco », *The Scoop*, 26 mars 2021.

<sup>18</sup> *Titah*, i.e., discours du souverain ayant valeur d'ordre, 23 février 2018.

## Une crise économique décalée dans le temps

### Récession

Outre l'usure du pouvoir et de l'âge, l'inquiétude du souverain que traduit ce remaniement ministériel s'explique par la morosité du contexte économique ambiant. À la différence de la plupart des pays de la région, où la pandémie s'était traduite par une baisse significative de la production en 2020 (le PIB de l'ASEAN chutant en moyenne de -3,3 %<sup>19</sup>), le Brunei avait réussi à maintenir une croissance de 1,1 % par an : l'extraction d'hydrocarbures (en valeur) s'était, certes, contractée de -4,9 % en 2020, mais cette baisse avait été compensée par une hausse de 25,9 % de la production des industries d'aval (liquéfaction du gaz, raffinage du pétrole et fabrication de méthanol), ce qui fait qu'au final, la production industrielle (extraction des hydrocarbures incluse) du Brunei avait progressé de 2,9 % compensant ainsi largement la baisse des services (-2,1 %)<sup>20</sup> induite par le confinement.

Malheureusement pour le sultanat, la crise n'était que partie remise, le PIB chutant de -1,6 % en 2021 suite à la baisse conjointe de l'extraction des hydrocarbures (-3 %) et des industries d'aval (-8,1 %), que la reprise des services (+2,5 %)<sup>21</sup> n'a pu entièrement compenser. La récession s'est poursuivie en 2022, avec une chute du PIB de -4,2 % au premier trimestre et de -4,4 % au second<sup>22</sup>, due à la baisse de 14 % de la production de pétrole et de 13 % de celle de gaz pour des raisons techniques, les opérations de maintenance prévues en 2021 n'ayant pu être menées à bien en raison de la pandémie, ce qui pourrait expliquer la reprise en main du défunt ministère de l'Énergie par les services du Premier ministre. La situation est d'autant plus dommageable pour le Brunei que les prix des hydrocarbures sont repartis à la hausse en 2022 depuis l'invasion russe de l'Ukraine : le pétrole est passé de 80,8 \$ US le baril en janvier à une moyenne de quelque 110 \$ US le baril<sup>23</sup> entre février et août, pour retomber à 84,68 \$ US fin 2022 ; le gaz naturel liquéfié a plus

<sup>19</sup> ASEAN *Statistical Yearbook 2021*, Jakarta, ASEAN Secretariat, décembre 2021, p. 40.

<sup>20</sup> En B\$ constants, les services ont généré 36 % du PIB en 2020, l'extraction des hydrocarbures 40 %, les industries d'aval, 18 %.

<sup>21</sup> Department of Statistics, *Brunei Darussalam Key Indicators 2021*, Ministry of Finance and Economy, 2022, p. 15-22.

<sup>22</sup> Shareen Han, « Record-low oil output drags Brunei economy deeper into recession », *The Scoop*, 24 octobre 2022.

<sup>23</sup> Le prix de référence étant celui du baril de Brent « brut de Mer du Nord », en usage en Europe.

que doublé, de 26,8 \$ US le million de BTU<sup>24</sup> en janvier à 54,6 \$ US en juillet, puis est redescendu à 29,7 \$ US fin 2022<sup>25</sup>.

La pandémie et la crise économique qu'elle a induite ont enclenché un déclin démographique, la population du sultanat passant de 459 500 habitants en 2019 à 430 000 en 2021, soit une diminution de 6 %. Le nombre de résidents temporaires s'est réduit de 18 % suite à la contraction de la production et au non-renouvellement des permis de séjour<sup>26</sup> ; et la population brunéienne *stricto sensu* (les nationaux brunéiens et les résidents permanents, c'est-à-dire les apatrides d'origine chinoise habitant depuis plusieurs générations dans le sultanat), de 3 %, un certain nombre de Brunéiens se retrouvant bloqués à l'étranger, notamment en Australie. La population d'origine chinoise (résidents permanents et temporaires additionnés) a diminué de 12 % en deux ans.

L'une des conséquences du départ des immigrés est que le sultanat manque aujourd'hui de main-d'œuvre dans l'agriculture<sup>27</sup> (1 % du PIB en 2021) alors même que le gouvernement soutient depuis des années le développement d'une agriculture nationale dans un but de sécurité alimentaire<sup>28</sup>. Or les nationaux brunéiens délaissent ce type d'activité, trop contraignante au vu du climat, depuis des décennies.

## Haro sur le BIA

Plus gravement, la récession se traduit par la persistance d'un déficit budgétaire élevé : 3,24 milliards B\$ (2,3 milliards \$ US) en 2020-21<sup>29</sup> ; 0,937 milliard B\$ (0,7 milliard \$ US) en 2021-22<sup>30</sup> ; et 2,53 milliards B\$ (1,8 milliard \$ US) sur 2022-

---

<sup>24</sup> Il s'agit de BTU (British Thermal Unit) métriques ; 1 million de BTU de gaz = 26,8 m<sup>3</sup>.

<sup>25</sup> Sources : base de données *Statista*.

<sup>26</sup> Ce que corrobore une diminution de 20 % de la population (en suivant la ventilation par « race » des statistiques brunéiennes) de la catégorie « autres », qui regroupe les immigrés originaires du sous-continent indien (Gurkhas du Népal, Pakistanais, Indiens et surtout Bangladeshi), les Indonésiens, les Philippins et les quelques rares Occidentaux (cf. *Brunei Darussalam Key Indicators 2021*, p. 1-2). Les deux autres catégories sont les « Malais », correspondant au Malais *stricto sensu* et aux ethnies autochtones de l'ouest de Borneo (Kedayan, Dusun, Bisayah, Tutong, Belait, Murut) et les « Chinois » (sur l'évolution de ces catégories, voir Marie-Sybille de Vienne, *Brunei, de la thalassocratie à la rente*, Paris, CNRS Editions, 2013, p. 181-191).

<sup>27</sup> « Government put best effort in securing agriculture labour », *Borneo Bulletin*, 28 février 2022.

<sup>28</sup> « MPRT receives 40 % hike in proposed budget to boost food security », *The Scoop*, 28 février 2022.

<sup>29</sup> Année fiscale, du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

<sup>30</sup> *Brunei Darussalam Key Indicators 2021*, p. 51.

23<sup>31</sup>. Un tel niveau de déficit, qui pourrait représenter jusqu'à 12 % du PIB sur l'année 2022-23 n'est évidemment pas soutenable dans la durée. Pire encore, sur la dernière décennie (2013-2014/2022-2023) le Brunei a accumulé les déficits budgétaires, puisque le budget n'a été excédentaire qu'en 2013-2014 et tout juste équilibré en 2018-2019. Au final, le solde budgétaire cumulé du Brunei sur dix ans est déficitaire de 14,19 milliards B\$ (10,5 milliards \$ US), soit l'équivalent des trois quarts du PIB annuel du Brunei. C'est le BIA (Brunei Investment Agency, le fonds souverain)<sup>32</sup>, qui comble chaque année le déficit du sultanat en réinjectant une partie de ses profits si ce n'est de ses actifs dans les finances publiques, obérant d'autant sa capacité future à combler la chute des revenus générés par les hydrocarbures à échéance de vingt ans, Brunei Shell ayant déjà commencé à fermer plusieurs de ses puits.

### **Sortie du tunnel en 2024 ?**

Tout n'est pourtant pas aussi sombre que pourraient le laisser entendre les données relatives à la récession, car le sultanat a découvert un nouveau gisement d'hydrocarbures en 2021 dont les réserves sont estimées à l'équivalent de 42 millions de barils de pétrole (soit un an de production)<sup>33</sup>, ce qui pourrait laisser augurer d'autres trouvailles. Sa localisation est pour l'heure tenue secrète, vraisemblablement en raison de négociations avec la Malaisie voisine sur les modalités de son exploitation, lesquelles s'ajoutent aux discussions portant sur l'exploitation de réserves à grande profondeur situées dans des gisements connus de longue date et positionnés en lisière des deux États. Et comme les opérations de maintenance de l'exploitation hydrogazière sont maintenant terminées, la production d'hydrocarbures pourrait recommencer à croître, même faiblement, dès 2023, et ainsi soutenir la croissance des industries d'aval.

---

<sup>31</sup> « Brunei finance ministry proposes BND5.7 billion (RM17.8 billion) budget for 2022-2023 financial year », *The Star*, 27 février 2022.

<sup>32</sup> Ses actifs pourraient être estimés à quelque 150-170 milliards \$ US en 2019 ; aujourd'hui, l'on pourrait estimer de manière très heuristique qu'ils ont au moins perdu 20 à 25 %.

<sup>33</sup> Rasidah Hj Abu Bakar, « Brunei to ramp up hydrocarbon output after new oil discovery », *The Scoop*, 2 mars 2022.



## Transitions à petits pas

Même si les difficultés que traverse présentement le sultanat sont dans la suite logique des précédentes, il n'est pourtant pas aussi immuable qu'il n'y paraît à plus d'un titre, tant sur les questions environnementales que sur l'emploi ou la gouvernance.

### Un passage au vert

Depuis 2007, le Brunei est partie prenante aux côtés de l'Indonésie et de la Malaisie du projet *Heart of Borneo*<sup>34</sup>, soutenu par le WWF<sup>35</sup>, visant à protéger 220 000 km<sup>2</sup> de forêt à Bornéo ; 80 % du territoire du sultanat reste à ce jour couvert de forêt, le sultanat n'ayant nullement besoin d'exploiter son bois pour se procurer des devises. En matière de transition énergétique, le Brunei semblait souffrir d'un syndrome d'inertie jusqu'au début des années 2010. Les autorités ont toutefois fini par prendre conscience des effets du réchauffement climatique sur leur sol : la température du sultanat augmente à un rythme de 0,25 °C par décennie et les précipitations totales, de 100 mm ; les forêts et les marécages tourbeux (principalement dans le district de Belayit) souffrent d'incendies dévastateurs<sup>36</sup> ; en sus de menacer la biodiversité, le changement climatique contribue à multiplier les moustiques porteurs de diverses pathologies comme la dengue. Le sultanat s'est donc doté d'un secrétariat sur le changement climatique en juillet 2018 ; deux ans plus tard, deux documents majeurs ont été diffusés. En collaboration avec l'Institut national de recherche sur l'énergie de Brunei (BNERI, basé à l'Universiti Brunei Darussalam), l'ERIA (Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est) a publié une première enquête sur la consommation d'énergie nationale en juin 2020. Un mois plus tard, le Secrétariat sur le changement climatique du Brunei définissait la politique nationale sur le changement climatique (NCCP). En janvier 2021, Brunei exposait pour la première fois à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique

---

<sup>34</sup> Sarah L. Hitchner, « Heart of Borneo as a 'Jalan Tikus': Exploring the Links Between Indigenous Rights, Extractive and Exploitative Industries, and Conservation at the World Conservation Congress 2008 », *Conservation and Society* n° 8(4), 2010, p. 320-330.

<sup>35</sup> World Wildlife Fund for Nature, créé en 1961.

<sup>36</sup> *Brunei Darussalam National Determined Contribution (NDC) 2020*, Bonn, United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC), 2020, p. 12-13.

(UNFCC) sa contribution à une réduction des émissions de gaz à effet de serre, avec un objectif de -20 % d'ici 2030, basé sur les niveaux d'émission de 2015<sup>37</sup> et une activité productrice sans changement significatif<sup>38</sup>. De surcroît, depuis 2021, le Brunei intègre à sa vision classique de la sécurité une dimension environnementale plus globale de prévention et de gestion des risques induits par le changement climatique et les désastres naturels qui en découlent, notamment la montée des eaux et son impact sur le drainage et la stabilité des sols<sup>39</sup>, d'autant qu'en dehors de son cordon littoral et du pourtour de la baie de Brunei, le sultanat est doté d'un relief parfois très accidenté.

La plupart des objectifs définis par la « politique de changement climatique » du Brunei en 2020 sont conformes à ceux présentés par le Plan d'action de l'ASEAN pour la coopération énergétique (APAEC<sup>40</sup>) à partir de 2035, nonobstant que l'objectif initial de l'APAEC de 23 % d'énergies renouvelables d'ici 2025 semble à ce jour irréalisable au Brunei. Il reste que l'installation de centrales solaires à même de fournir en électricité la quasi-totalité du sultanat est bel et bien à l'ordre du jour. Le Brunei a introduit des normes énergétiques et d'étiquetage pour les appareils électriques courants et mis en place une politique de promotion de la voiture électrique comprenant l'installation de points de chargement des batteries, dont les résultats demeurent pour l'heure modestes<sup>41</sup>. À la brunéienne, le gouvernement a poursuivi en publiant en 2021 un manifeste sur le changement climatique, *Protokol Hijau* (Protocole vert)<sup>42</sup>, servant de base à une campagne environnementale diffusée via des cours dans les écoles et des réunions obligatoires dans les administrations, pour mettre en œuvre quelques bonnes pratiques : tri, réduction et réutilisation des déchets, promotion des ampoules LED, extinction des lumières et modération des climatiseurs (23 °C comme seuil minimum), toutes les administrations ayant reçu en prime des objectifs de plantation d'arbres dans leur environnement<sup>43</sup>. Le Brunei ne s'est pas arrêté là puisqu'il a profité de sa présidence de l'ASEAN en 2021 pour

---

<sup>37</sup> 11,6 Mt équivalent CO<sub>2</sub>, soit 0,025 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

<sup>38</sup> Ce que les scénarios de l'UNFCC, au nombre de trois, qualifient de posture médiane, « business as usual ».

<sup>39</sup> *Brunei Defence White Paper 2021*, p. 45-46.

<sup>40</sup> ACE – ASEAN Center for Energy, *ASEAN Plan of Action for Energy Cooperation (APAEC) 2016–2025, Phase I: 2016–2020*, Jakarta, 2015.

<sup>41</sup> Izah Azahari, « EV adoption in Brunei remains low », *The Scoop*, 9 septembre 2022.

<sup>42</sup> Brunei Darussalam National Council on Climate Change, *Protokol Hijau* [Protocole vert], janvier 2021, 20 p.

<sup>43</sup> Voir Jérémy Jammes et Marie-Sybille de Vienne, « ASEAN and Brunei Energy Transition », in Aris Ananta, Chang-Yau Hoon et Mahani Hamdan (dir.), *Stability, Growth and Sustainability: Catalysts for Socio-Economic Development in Brunei Darussalam*, Singapour, ISEAS Publishing, 2023, p. 79-111.

lancer l'idée de la création d'un *ASEAN Centre for Climate Change*, qui serait basé dans le sultanat, projet actuellement en cours de mise en œuvre<sup>44</sup> et dont l'ASEAN aimerait qu'il devienne partie prenante de sa coopération avec le Japon. Plus largement, les projets éco-responsables ont désormais le vent en poupe, comme celui de *The Abode*, « eco-lodge » alimentée par panneaux solaires, ouvert en 2021 à Temburong.

### Plus de femmes aux commandes

Un autre changement, moins immédiatement perceptible, est la place croissante tenue par les femmes (certes, fortement voilées et emballées de robes-sacs fleuries selon les usages en vigueur) dans la haute administration, qui traduit le fait que 59 % des diplômés du supérieur sont des filles. Au ministère des Finances et de l'Économie (MOFE), qui représente à lui seul de l'ordre du cinquième des dépenses publiques, le second vice-ministre des Finances, en charge des questions fiscales, est *Datin Zety Sufina Sani*, titulaire d'un *bachelor* de comptabilité de l'Université de Hull (Royaume-Uni). Les trois *Permanent-Secretary*<sup>45</sup> « PermSec » du ministère sont également des femmes : *Norliah Kula* (*bachelor* de comptabilité de l'Université de Dundee, Écosse) en charge de la fiscalité ; *May Fa'ezah Ahmad Ariffin*, docteure en économie de l'Université de Kent (Canterbury), de l'économie ; et *Suraya Jaidin*, d'un autre pan de la fiscalité. Qui plus est, l'une des deux vice-PermSec du MOFE est aussi une femme, *Chairani Sulaiman*. Le BIA compte également plusieurs hauts responsables féminins, comme *Noorsurainah Tengah* (alias *Su*)<sup>46</sup>, en charge des actifs alternatifs<sup>47</sup> et des investissements dans des sociétés cotées, à la tête d'une équipe d'une cinquantaine de personnes.

Les femmes sont également nombreuses au ministère des Affaires étrangères, au sein de l'administration centrale, avec quatre des cinq PermSec<sup>48</sup> et l'un des trois

---

<sup>44</sup> « ASEAN nations bolster climate commitments with renewed call for climate action », *The Phnom Penh Post*, 8 août 2022.

<sup>45</sup> La fonction n'a pas d'équivalent dans l'administration française, mais constitue un passage presque obligé au Brunei pour accéder à des responsabilités ministérielles.

<sup>46</sup> Titulaire d'un master de finance de la Manchester Business School, elle est diplômée du programme de « Leadership Development » de la Harvard Business School.

<sup>47</sup> Investissements autres que l'acquisition d'actions ou d'obligations, par exemple dans les infrastructures, les ressources naturelles et les entreprises privées dans leurs débuts (i.e. capital-risque).

<sup>48</sup> *Dayang Emaleen binti Abdul Rahman Teo* ; *Pengiran Datin Shazainah binti Pengiran Dato Paduka Shariffuddin* ; *Pengiran Norhashimah binti Pengiran Mohd Hassan* et *Dayang Hajah Johariah binti Haji Abdul Wahab*.

vice-PermSec. Et sur les 31 ambassadeurs et chefs de mission brunéiens actuellement en poste, on compte neuf femmes, dont les deux représentantes du sultanat aux Nations Unies, à Genève et à New York, et l'ambassadeur à Paris, *Datin Paduka* Hj. Rakhiah binti Hj. Abdul Lamit, ainsi que de nombreuses diplomates de moindre rang. Autre singularité, l'ambassade du Brunei en Corée du Sud ne compte actuellement que des personnels diplomatiques féminins.

Au ministère de l'Intérieur, les deux PermSec sont des hommes, mais deux des trois vice-PermSec sont des femmes ; au ministère des Ressources primaires, l'unique PermSec et l'un des deux vice-PermSec sont également des femmes. Un PermSec sur quatre et la moitié des vice-PermSec du ministère de la Culture-Jeunesse-Sports ainsi qu'un des deux PermSec et les deux vice-PermSec du ministère du Développement sont des femmes, tout comme deux des quatre PermSec du cabinet du Premier ministre. Même dans un ministère présumé masculin comme celui de la Défense, la colonelle (e.r.) Norsuriati Sharbini est l'un des deux PermSec. Il n'y a guère que le ministère des Affaires religieuses et – de manière plus surprenante – le ministère des Transports et de l'Info-communication<sup>49</sup> qui n'ont pas placé de femmes à des postes de responsabilité.

### **Une meilleure prise en charge des déficiences administratives**

Une autre évolution palpable est la volonté d'améliorer le fonctionnement administratif et la gouvernance, autrement que par les visites surprises régulièrement effectuées par Sa Majesté qui font trembler les structures qui en sont l'objet – sans pour autant multiplier les sanctions, le pouvoir brunéien étant par nature bienveillant. Le cabinet du Premier ministre prévoit ainsi la mise en place de procédures d'audit interne en parallèle à l'instauration d'un portail électronique pour les doléances des usagers : un pas vers l'abandon des traditionnelles *surat layang* (« lettres volantes », i.e. anonymes) dénonçant au Palais depuis des décennies dysfonctionnements variés et turpitudes sexuelles, et servant à l'occasion de baromètre d'opinion.

Le Brunei s'est de surcroît engagé à protéger le versement des retraites<sup>50</sup> en confiant au MOFE la charge d'accroître les revenus du TAP (le fonds général de

---

<sup>49</sup> Modestement doté au demeurant d'un PermSec et d'un unique vice-PermSec.

<sup>50</sup> En 2009, l'âge du départ à la retraite était passé de 55 à 60 ans, et il pourrait à nouveau être retardé.

retraite)<sup>51</sup> et du SCP (la retraite complémentaire), l'un et l'autre par capitalisation, dont les rendements demeurent moitié moins élevés qu'en Malaisie.

## Inquiétudes stratégiques

Il reste que, pour positive que soient ces évolutions internes, elles s'opèrent dans un contexte stratégique de plus en plus tendu, tant au niveau régional que mondial. Sans que le *Brunei Defence White Paper 2021* (paru dix ans après le précédent) le mentionne explicitement, la relation à la Chine demeure au cœur des préoccupations stratégiques du sultanat. En 2021, la Chine n'est que le deuxième fournisseur du Brunei avec 8 % des importations, la Malaisie (22 % des importations) restant son premier fournisseur ; elle est en revanche devenue son premier client avec 20 % des exportations brunéiennes, à égalité avec le Japon. Hong Kong détient 35 % (soit 2,6 milliards \$ US) des stocks d'investissements directs étrangers (IDE) au Brunei, illustrant le fait que les firmes de RPC y opèrent de préférence via leurs filiales hongkongaises. Le Royaume-Uni reste cependant le deuxième investisseur du sultanat avec 32 % des stocks d'IDE<sup>52</sup> fin 2021.

Dans le même temps, les tensions croissantes entre la Chine et les États-Unis inquiètent, d'autant que Brunei a conscience de la nécessité d'une remise à plat des mécanismes de gestion d'un ordre mondial dont les acteurs dominants ne sont plus ceux des années 1950<sup>53</sup>, et d'une meilleure prise en compte des divers regroupements d'intérêt contemporains. La non-résolution du chevauchement des revendications maritimes dans un espace aussi volatile que la mer de Chine méridionale fait de cette dernière un potentiel lieu d'affrontement entre grandes puissances. La militarisation d'éléments maritimes et la volonté de contrôler des espaces excédant largement les zones économiques exclusives ouvrent la porte à toutes les escalades. Autant dire que le Brunei appelle une fois encore dans son livre blanc à la mise en œuvre d'un code de comportement qui respecte la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), tout en multipliant les partenariats avec les deux pôles d'un monde redevenu bipolaire, la Chine et les États-Unis. Et que l'ASEAN demeure pour

---

<sup>51</sup> Les salariés versent 3,5 % de cotisations retraites et les employeurs, 5 %.

<sup>52</sup> *Brunei Darussalam Key Indicators 2021*, p. 40.

<sup>53</sup> *Brunei Defence White Paper 2021*, p. 31.

le sultanat un incontournable pivot diplomatique et sécuritaire, à même de préserver collectivement l'intégrité de son territoire, tout exigu qu'il soit. Rien de surprenant donc à ce que le Brunei ait immédiatement réagi à l'invasion de l'Ukraine en employant les mêmes termes que l'Indonésie et la Malaisie voisines, condamnant toute violation de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale d'un État, sans pour autant brandir la menace de sanctions, contrairement à Singapour<sup>54</sup>.

Contrairement à celui de 2011, le *Brunei Defence White Paper 2021* souligne que le sultanat est de plus en plus soucieux de la cybercriminalité, du piratage de ses réseaux de communications par des individus, des groupes ou des États, et de la désinformation d'autant que la fréquence du *hacking* n'a cessé de s'accroître dans l'ASEAN depuis 2021<sup>55</sup>. La protection de son cyberspace est désormais une priorité.

L'accroissement des menaces pousse ainsi Brunei à moderniser sa défense, notamment aérienne, signant le 2 décembre l'acquisition de trois Airbus C295MW de transport de troupes<sup>56</sup>, fabriqués en Espagne, en remplacement du seul airbus opérationnel dont il disposait. Et l'on peut s'attendre à ce qu'il intensifie son partenariat en matière de renseignement avec Singapour. À son échelle, le Brunei pratique lui aussi la dissuasion pour rester le plus longtemps possible *Darussalam* « terre de paix ».

---

<sup>54</sup> Ain Bandial, « Brunei troubled by Military action in Ukraine », *The Scoop*, 28 février 2022.

<sup>55</sup> Cf. Ravie Lakshmanan, « Asian Governments and Organizations Targeted in Latest Cyber Espionage Attacks », *The Hacker News*, 13 septembre 2022, <https://thehackernews.com/2022/09/asian-governments-and-organizations.html>

<sup>56</sup> Pour un montant compris entre 103 et 120 millions \$ US.

## Fiche Brunei

**Nom officiel** : Brunei Darussalam

**Capitale** : Bandar Seri Begawan

**Superficie terrestre** : 5 770 km<sup>2</sup>

**Population totale** (*Brunei Key Indicators 2021 & Statistical Yearbook 2020*) : 430 000 hab. dont 333 000 citoyens, 20 313 résidents permanents, 76 686 résidents temporaires.

**Langue officielle** : Bahasa Melayu (malais)

**Religion d'État** : islam

### Données politiques

---

**Nature de l'État** : monarchie islamique malaise

**Nature du régime** : monarchie absolue

**Suffrage** : universel (à partir de 18 ans). Aucune élection législative n'a eu lieu depuis celle de 1962. Les seules élections tenues sont celles des conseils de villages.

**Chef de l'État** : Hassanal Bolkiah (sultan depuis octobre 1967)

**Premier ministre** : Hassanal Bolkiah (depuis janvier 1984)

**Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur** : Hassanal Bolkiah (depuis octobre 2015). Ministre en second, *Dato* Erywan Yusof (depuis janvier 2015)

**Ministre de la Défense** : Hassanal Bolkiah (depuis 1986)

**Ministre des Finances et de l'Économie** : Hassanal Bolkiah. Ministre en second : *Dato* Amin Liew (depuis 2018)

### Indicateurs démographiques et sociologiques

---

**Principaux groupes ethniques** (*Brunei Key Indicators 2021*) : Malais et autres ethnies autochtones de Bornéo (69 %), Chinois (9 %), autres nationalités (Indonésiens, Philippins, Bangladaïsi, Pakistanais, Népalais) (20 %).

**Religions** (*Brunei Statistical Yearbook 2020, chiffres du recensement de 2016*) : musulmans (80 %), chrétiens (7 %), bouddhistes (7 %), autres incluant les religions autochtones (4 %).

## Chronologie

### JANVIER 2022

- 08 • 93,6 % de la population ont reçu deux doses de vaccin contre le covid-19 ; 26,8 % ont reçu une dose de rappel.
- 13 • Ouverture de l'École des élèves-officiers (Officers Cadet School, OCS) du Brunei aux élèves étrangers.

### FÉVRIER 2022

- 24 • Ouverture de la 18<sup>e</sup> session du Conseil législatif, d'une durée de deux semaines.

### AVRIL 2022

- 12 • Inculpation pour corruption d'Hj Muhammad Suffian Hj Bungsu, ancien directeur de Radio Television Brunei (RTB), pour avoir accepté un pot-de-vin.

### MAI 2022

- 20 • Dissolution du ministère de l'Énergie, transformé en Département de l'Énergie au sein du bureau du Premier ministre.

### JUIN 2022

- 07 • Remaniement ministériel en profondeur et réduction à quatre ans du mandat ministériel.
- 08 • Rétablissement des liaisons terrestres avec le Sarawak.
- 13 • Exercice conjoint Pahlawan Warrior entre les forces américaines du Pacifique (USARPAC) et l'armée de terre du Brunei (Royal Brunei Land Forces, RBLF).

### AOÛT 2022

- 1<sup>er</sup> • Réouverture de l'ensemble des frontières maritimes du Brunei avec la Malaisie.

### SEPTEMBRE 2022

- 1<sup>er</sup> • Augmentation de la vitesse d'Internet haut débit à 50 Mbps pour tous les abonnés dans le cadre du plan directeur pour l'économie numérique.
- 15 • Abolition des contrôles des certificats de vaccination et les tests à l'entrée du sultanat.

### OCTOBRE 2022

- 03 - 08 • 40<sup>e</sup> exercice bilatéral entre les marines brunéiennes et singapouriennes, auquel participe pour la première fois l'armée de l'air singapourienne.
- 09 - 10 • Lancement du premier plan d'action pour la santé mentale du Brunei, complétant le plan d'action global pour la santé mentale 2013-2030 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).



- 14 - 16 • Visite du sultan Hassanal Bolkiah au Bangladesh et signature d'un accord commercial et de trois protocoles portant sur l'exportation de main-d'œuvre et l'approvisionnement du Bangladesh en gaz naturel liquéfié (GNL).
- 22 • Le Brunei est classé deuxième pays le plus sûr d'Asie du Sud-Est après Singapour par le *World Risk Index 2022*.
- 24 - 31 • 28<sup>e</sup> édition de l'exercice maritime annuel *Cooperation Afloat Readiness and Training* (CARAT) entre les marines brunéiennes et américaines.

#### **NOVEMBRE 2022**

- 15 • Le Brunéien Iqbal Damit, remporte le Prix ASEAN 2022 pour sa fondation Hand4Hand, aidant les jeunes à venir en aide aux personnes déplacées.
- 15 • Visite du sultan Hassanal Bolkiah au Cambodge à l'occasion du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays.
- 18 • Participation du sultan Hassanal Bolkiah au sommet de l'APEC à Bangkok, au cours duquel il s'entretient avec le président chinois Xi Jinping.

#### **DÉCEMBRE 2022**

- 1<sup>er</sup> • Suppression de l'obligation de disposer d'une assurance couvrant les frais d'hospitalisation en cas d'atteinte sévère de covid-19.

## Portrait



Source : Borneo Bulletin

### **Datin Seri Paduka Dr Hajah Romaizah binti Haj Mohd Salleh**

Le 7 juin 2022, Romaizah binti Haj Mohd Salleh devenait la première brunéienne à se voir promue à un poste de ministre quand les rares femmes appartenant à la haute administration accédaient jusqu'alors au mieux aux fonctions de vice-ministre ou d'*attorney-general*<sup>57</sup>.

Née dans la deuxième moitié des années 1960, issue d'un milieu modeste, Romaizah Mohd Salleh commence par suivre une formation d'institutrice au Maktab Perguruan (Teacher Education College), qui sera intégré à l'Universiti Brunei Darussalam (UBD) en 2009. Une fois diplômée en 1991, elle est aussitôt nommée à l'école primaire du petit village de Panchor Murai. Elle intègre ensuite le département de pédagogie de la jeune Universiti Brunei Darussalam (fondée en 1985), d'abord comme « tutrice », puis comme lectrice au sein de la formation continue, dont elle devient la doyenne en 1999, un poste qu'elle occupera pendant dix ans. Son mandat lui vaut d'obtenir une bourse pour un doctorat en sciences de l'éducation à la Curtin University of Technology de Perth, qu'elle soutient en février 2004, portant sur l'incidence de la polyglossie (malais/malais de Brunei/anglais) sur la saisie des concepts scientifiques élémentaires<sup>58</sup> chez les jeunes enfants.

En 2011, elle quitte l'UBD pour prendre la direction du service de la planification et du développement du ministère de l'Éducation. Sa carrière avance ensuite à grands pas au sein du ministère : vice-*Permanent-Secretary* (PermSec) en charge de l'enseignement supérieur en 2013 ; vice-PermSec pour l'enseignement des fondamentaux en 2014 ; PermSec en 2016, enfin vice-ministre de l'Éducation en janvier 2018.

Mariée, elle est mère de trois enfants, deux filles et un garçon : un parcours sans surprise dont l'exemplarité lui a valu en 2018 de recevoir la *Darjah Seri Paduka Mahkota Brunei Yang Amat Mulia Darjah Pertama (SPMB, i.e. de première classe)*,

<sup>57</sup> La plus haute fonction judiciaire du sultanat, faisant de l'*attorney-general* un membre du gouvernement sans pour autant lui conférer un rang ministériel à part entière.

<sup>58</sup> *Brunei's children understanding of Science: The influence of change in language of instruction on conceptual development*, PhD thesis, Perth, Curtin University of Technology de Perth, février 2004, 344 p.

et partant, la titulature (*gelaran*) de *Datin* (l'équivalent féminin de *Dato*) *Seri Paduka*. Créée en 1954 par le Sultan Omar Ali Saifuddin III, la *Darjah Seri Paduka Mahkota Brunei*, qui comprend trois classes, est la dixième décoration du Brunei par ordre d'importance décroissante<sup>59</sup>.

---

<sup>59</sup> Les trois premières décorations sont réservées à la famille royale, la quatrième, aux religieux, les autres dignitaires du Brunei bénéficiant des décorations allant du n° 5 au n° 11 (*Senarai Bintang-Bintang Kebesaran dan Pingat-Pingat Kehormatan Negara Brunei Darussalam*, Jabatan Percetakan Kerajaan, Jabatan Perdana Menteri, 2017, 9 p.).

## Arrêt sur image



Brunei, 17 décembre 2022, exposition de « culture chinoise »,  
Centre de Convention International (ICC) de Bandar Seri Begawan

(Photo Jeffrey Wong/Xinhua)

Lancée en 2020 dans le cadre de l'année de la Chine au Brunei, l'exposition de culture chinoise se tient depuis lors tous les ans pendant trois jours au mois de décembre. Au menu 2022 : fabrication de lanternes, démonstration d'arts martiaux (cette année par des femmes, dans un style très « Shen Yun », le spectacle dont les affiches sont régulièrement placardées dans le métro parisien), confection et dégustation de plats et friandises chinoises halal. L'exposition s'intègre dans les festivités du mois de décembre pilotées par le ministère brunéien du Tourisme et servant de substitut aux célébrations de Noël, interdites dans tout cadre autre que familial ou privé, et attire des publics autres que des expatriés chinois : une petite touche supplémentaire aux saveurs d'enfance illustrant le *soft power* de la Grande Chine, dans un pays où l'on est friand de tout ce qui peut s'apparenter, de près ou de loin, à une distraction, tant il n'y en a guère.